

NOMADISME ET MILITANTISME POLITIQUE EN CÔTE D'IVOIRE,

Marcelin Kouassi AGBRA (Université Alassane Ouattara de Bouaké – RCI)

agbrakouassimarcelin@gmail.com

Résumé

Les partis politiques ivoiriens sont confrontés au phénomène du nomadisme politique. Du simple militant au « cadre » du parti, certains n'hésitent pas à changer de parti pour des intérêts personnels divers. Et ce, en occultant l'idéologie, les principes et les valeurs sur lesquels le parti est fondé. D'où l'intérêt de la question suivante : le militantisme politique en Côte d'Ivoire a-t-il un fondement idéologique ? C'est en vue de répondre à cette interrogation que nous menons cette étude dont le but est d'expliquer ce phénomène et de proposer des solutions pour le freiner et donner un sens au militantisme politique. Nous utiliserons pour ce faire, une méthode analytique.

Mots clés : Clientélisme, Côte d'Ivoire, démocratie, idéologie, Liberté, Multipartisme, Nomadisme, Parti politique

NOMADISM AND POLITICAL ACTIVISM IN CÔTE D'IVOIRE

Abstract

The Ivorian political parties are confronted with the phenomenon of political nomadism. From the simple militant to the "executive" of the party, some do not hesitate to change parties for various personal interests. And this, by concealing the ideology, the principles and the values on which the party is founded. Hence the interest of the following question: does political militancy in Côte d'Ivoire have an ideological foundation? It is with a view to answering this question that we are conducting this study, the aim of which is to explain this phenomenon and to propose solutions to curb it and give meaning to political activism. To do this, we will use an analytical method.

Keywords: Clientelism, Ivory Coast, Democracy, Ideology, Freedom, Multiparty system, Nomadism, Political party

Introduction

Le phénomène du changement d'allégeance partisane et de la dissidence qu'on qualifie de transhumance ou de nomadisme est devenu courant dans les démocraties contemporaines et particulièrement en Côte d'Ivoire. Depuis le retour au multipartisme dans les années 90, nombreux sont les militants de partis politiques qui ont changé de parti soit en allant militer dans un autre parti, soit en créant leur propre parti. La cartographie du paysage politique est donc toujours en perpétuelle mutation. S'appuyant sur la liberté de conscience et d'association, ces

militants quittent leur parti d'origine pour aller ailleurs mettant parfois de côté l'idéologie, les valeurs et les convictions qui ont motivé leur militantisme. Ils se retrouvent alors dans des partis ayant une idéologie différente de la leur, ou alors dans des partis sans idéologie clairement définie. Se posent alors les questions suivantes : le militantisme politique en Côte d'Ivoire a-t-il un fondement idéologique ? Si oui, comment expliquer le nomadisme et les dissidences si courants dans ce pays d'Afrique de l'ouest ? Ces phénomènes sont-ils un cancer pour la démocratie ? Ne faut-il pas militer en suivant une idéologie et des convictions ? C'est à ces interrogations que cet article tente de répondre en soutenant que le militantisme politique se fonde sur des convictions et une idéologie à laquelle on adhère librement et qu'on défend avec passion et non fanatisme. La défense de cette thèse se fera selon une méthode analytico-critique et en deux étapes. La première veut expliquer le nomadisme par la fausseté congénitale du militantisme politique. La seconde va montrer le chemin à suivre pour juguler ce phénomène qui fragilise et déstabilise les partis politiques ivoiriens.

1. Le militantisme faussé comme cause du nomadisme

Tous les êtres changent selon l'espace et le temps. Mais les changements qu'on peut constater chez l'homme peuvent découler de la nature comme de sa volonté. Il lui est loisible de changer ses convictions, ses visions, ses intérêts etc. Cette capacité qu'il a de changer, d'évoluer, ou de se perfectionner intervient dans tous ses domaines d'activité y compris le champ politique. Ainsi, dans une démocratie multipartite, il arrive aux militants de changer de parti politique pour des raisons diverses. Les lignes qui suivent nous permettront d'en étudier quelques-unes.

1.1. L'erreur du militantisme ethnique

Les motivations qui peuvent inciter un citoyen à militer dans un parti politique sont multiples. On peut citer, pour le cas de la Côte d'Ivoire, la raison ethnique¹ qui conduit à la « partinisation » et la politisation de l'ethnie. Mais les revendications ethniques et la problématique de la reconnaissance qu'elles induisent peuvent-elles justifier le militantisme ethnique ?

Nous tenterons de répondre à cette interrogation en nous appuyant sur l'exemple de la Côte d'Ivoire. Dans ce pays d'Afrique de l'ouest, il est peut-être exagéré de parler de partis ethniques² mais la configuration des partis politiques et la cartographie électorale montrent clairement que les partis politiques ivoiriens ont une base ethnique. Contrairement aux partis ethniques, les partis politiques ivoiriens font reposer le militantisme sur des raisons affectives et des raisons

¹ Nous faisons allusion aux groupes ethniques des sociétés pluralistes telles que celles de la Côte d'Ivoire qui en compte une soixantaine.

² Un parti ethnique est un parti qui se présente lui-même comme le défenseur d'un groupe ethnique particulier.

historico-mimétiques. Cela peut s'expliquer de la manière suivante : le leader et/ou fondateur de ce parti est du même groupe ethnique que moi, alors je le soutiens en militant pour la cause ethnique. La raison historico-mimétique veut que, contrairement au militantisme idéologique qui est motivé par les affinités idéologiques, le militantisme ethnique soit motivé par les affinités ethniques et l'ethnisme. On entend par ce concept, le fait de donner à l'« identité de naissance un caractère prioritaire et primordial, de lui conférer un substrat naturel et quasi biologique, de justifier une hantise et un refus de l'autre, au nom d'une obsession de pureté, de transformer des compatriotes en étrangers dans leur propre pays » (Chrétien et Prunier 2003, p.XIV). Cette attitude est la chose la moins rare en Côte d'Ivoire. Le débat politique va de pair avec des comportements xénophobes qui trouvent une origine étrangère aux adversaires politiques. Cette forme de militantisme à l'intérieur de partis qui ne sont pas officiellement des partis ethniques est erronée. Elle explique le débauchage et la migration facile des militants d'un parti à un autre. Ainsi, le PDCI-RDA (Parti Démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement Démocratique Africain), ancien parti unique, a perdu beaucoup de ses militants après le retour au multipartisme en 1990 : d'abord la création et l'officialisation du FPI (Front Populaire Ivoirien) a amputé l'ancien parti unique de ses militants de l'ouest du pays, ensuite ce sera le RDR (Rassemblement Des Républicains) qui lui enlèvera la majorité de ses militants nordistes au lendemain de la création du RDR dont le mentor est Alassane Ouattara. L'évolution de l'histoire politique de la Côte d'Ivoire fait donc remarquer que le bastion du RDR(RHDP) se situe au nord, celui du FPI et/ ou PPA-CI à l'ouest et le centre-est demeure PDCI-RDA. A la réalité, ces bastions ne se sont point formés sur une base idéologique mais uniquement sur la base ethnique. En récompense, ces militants ethniques sont rétribués par des postes politiques ou administratifs. Ainsi le gouvernement FPI de Laurent Gbagbo a-t-il été qualifié de gouvernement « BAD » par le fait qu'il est dominé par les groupes ethniques « Bété » « Atié » et « Dida ». Le RDR a poursuivi cette tradition par ce que les Ivoiriens appellent « le rattrapage ethnique ». C'est dans un tel contexte que le 25 Janvier 2012, lors d'un entretien télévisé avec une chaîne française, le président Alassane Ouattara, lance un nouveau concept pour justifier les critiques de ses adversaires sur la politique de priorisation des membres des groupes ethnoculturels venant du nord aux postes de responsabilité dans l'administration publique et parapublique. Comme en témoigne l'extrait du discours qui suit « il s'agit d'un simple rattrapage, sous Gbagbo, les communautés du Nord, soit 40 % de la population, étaient exclues des postes de responsabilité » (www.lexpress.fr). Ces différentes formes de récompenses amènent les militants à un repli identitaire pour mieux bénéficier des avantages du pouvoir politique.

On peut trouver une autre explication de la transhumance politique dans la multiplication des partis politiques. En Côte d'Ivoire, la création d'un parti politique est la chose la moins difficile. Il en existe plus de trois cent. Ce nombre

pléthorique et croissant favorise la transhumance politique. Quand il y a plus d'un parti politique chacun peut, en toute liberté, faire la navette aux grés de ses humeurs et de ses intérêts. Un adage ivoirien dit qu' « on sèche son habit là où le soleil brille ». Comprendons par cet adage qu'un citoyen peut militer dans n'importe quel parti pourvu qu'il soit au pouvoir. Ce militantisme nomadique guidé par les intérêts pécuniaires et matériels est ce qu'on appelle la « politique du ventre » ou le clientélisme.

1.2. La « politique du ventre » ou la problématique du clientélisme

En Côte d'Ivoire, le clientélisme politique a donné naissance à plusieurs néologismes dont voici quelques-uns ; « la politique du ventre », « le restaurant », « le tabouret ». Que recouvrent ces concepts ? Quel est leur rapport à la transhumance politique ?

Généralement en Afrique, le pouvoir politique est source d'enrichissement. Ceux qui détiennent le pouvoir politique n'ont aucune peine à s'enrichir. Partout sur le continent, les hommes politiques l'ont suffisamment prouvé. Tout porte à croire que le chemin le plus sûr et le plus rapide pour s'enrichir est le pouvoir politique. En ce sens, le pouvoir politique passe du peuple à une élite qui jouit de l'aisance financière et matérielle. Pendant que dans les grandes démocraties occidentales, l'accent est mis sur la probité morale, l'Afrique semble avoir choisi le chemin de l'oligarchie. Dans les démocraties africaines, l'argent est l'alpha et l'oméga du pouvoir. Ainsi, les leaders politiques sont adulés et servis selon qu'ils sont prompts à distribuer des billets de banque. D'ailleurs, quand un pauvre accède au pouvoir par le biais d'un coup d'État, il devient le seul gardien des caisses de l'État qu'il déclare vide. La politique devient un jeu de hasard dont le gagnant est sûr d'être riche sans effort. Comme l'affirme (M. C. Hounnikpo, 2004, p.134) « la corrélation entre le pouvoir politique et la richesse illicite en Afrique est désormais établie, entraînant une course sans répit au pouvoir ». Sur la scène politique africaine, foisonnent des individus sans probité morale, corrompus, asservis à l'appât du gain à qui on confie néanmoins des charges publiques. Comment peut-on aspirer au développement si ceux-là mêmes qui ont en charge la politique de développement n'ont pas fait la preuve de leur intégrité morale ? Depuis l'ouverture au multipartisme et le discours de La Baule, un semblant d'espoir avait gagné le continent. Mais malheureusement, comme si le continent était condamné à la misère, ce sont les mêmes qui s'accrochent au pouvoir ou, quand ils y sont évincés, ils font tout pour le reconquérir. Ainsi, malgré l'avènement du multipartisme, et l'espoir qu'il a suscité, l'Afrique demeure dans ce cercle vicieux.

Cette conception du pouvoir politique favorise la transhumance politique en Côte d'Ivoire. En effet, nombreux sont les hommes politiques ivoiriens qui, pour profiter des avantages liés au pouvoir politique, n'hésitent pas à changer de parti politique et à servir aveuglément le nouveau dépositaire du pouvoir d'État. Les exemples sont multiples dans le champ politique ivoirien. L'adhésion au parti

politique au pouvoir est tout autant forcé que volontaire. Elle est marquée d'abord sous le régime FPI par le prétexte de la défense de la patrie. Pour justifier le retournement de veste pour ne pas dire la transhumance, il fallait juste prétexter la défense de la patrie. Ainsi s'est formée la LMP (La Majorité Présidentielle) pour soutenir le pouvoir et la candidature de Gbagbo. Cette coalition n'avait rien d'idéologique parce qu'on y trouvait des militants de partis de gauche, de centre comme de droite.

Le RDR n'a pas échappé à la règle. Après son accession au pouvoir et devenu RHDP, la transhumance politique s'est exacerbée avec l'invention des concepts de « tabouret » et de « restaurant ». À quoi renvoient ces concepts ? Le « tabouret » est un siège sans bras ni dossier. C'est un siège sans réel appui duquel on peut tomber à tout moment. Dans le jargon politique ivoirien, il renvoie au poste politique qu'offre le parti au pouvoir qui le donne et le retire selon que le citoyen adhère au parti ou non. C'est ce qui est arrivé aux partisans de Bédié (président du PDCI-RDA) et à ceux de Guillaume Soro, ancien président de l'assemblée nationale et ex militant du RHDP. Ceux de leurs militants qui ont voulu garder leur « tabouret » pour profiter des avantages sont restés au RHDP et ceux qui ont refusé ont tout simplement perdu leur poste. Le concept de « restaurant » renvoie quant à lui, aux avantages que procure l'adhésion au parti au pouvoir. Le « restaurant », dans le langage ivoirien, est un espace culinaire où on peut trouver à manger et à boire. Son usage dans le champ politique sert à indexer et critiquer les militants qui adhèrent au parti au pouvoir dans l'unique but d'en tirer un profit personnel. Considérés comme des militants opportunistes sans conviction, ils sont constamment objets de railleries et de sanction³ de la part des opposants et de méfiance de la part du parti au pouvoir. Mais peu importe ! Le militant nomade qui appartient à un parti fragilisé par rapport au parti au pouvoir pourra vouloir transhumer en vue de s'assurer les avantages de la majorité. Parfois, il pèse sur certains militants transhumants, des suspicions légitimes qui font croire que l'adhésion se fait en échange d'une liberté relative. En effet, certains citoyens militants d'autres partis politiques accusés de malversation ou d'atteinte à la sûreté de l'Etat échangent leur liberté contre leur adhésion au parti au pouvoir.

En somme, le champ politique ivoirien est truffé de militants nomades qui « sèchent leurs habits là où le soleil brille ». Ils ne manquent pas d'imagination pour justifier leur transhumance. De la défense de la patrie en passant par le charisme du Président de la République, les raisons abondent pour justifier le retournement de veste. Ici, les idéaux du parti importent peu. Par conséquent, nul n'est obligé de respecter ses convictions encore moins de respecter sa parole

³ Le PDCI RDA a sanctionné certains militants qui ont décidé de militer au RHDP. On peut citer en exemple Kobenan Kouassi ADJOUANI qui a été temporairement exclu des instances du parti.

comme les princes de Machiavel. « La fin justifie les moyens » et l'exemple quotidien le montre :

Combien il serait louable chez un prince de tenir sa parole et de vivre avec droiture et non avec ruse, chacun le comprend : toutefois, on voit par expérience, de nos jours, que tels princes ont fait de grandes choses qui de leur parole ont tenu peu de compte, et qui ont su par ruse manœuvrer la cervelle des gens ; et à la fin ils ont dominé ceux qui se sont fondés sur la loyauté». (N. Machiavel, 1980, p.142).

La loyauté et la fidélité sont rares dans le champ politique ivoirien. Ce qui prospère, c'est le mensonge qui ouvre la voie au populisme.

Le mensonge, fut-il politique, est toujours avilissant. C'est une faute contre soi-même c'est-à-dire contre le devoir qui commande à chacun de parler et d'agir conformément à la vérité. Comme l'écrit Rousseau (1966, p.40), « Pour être quelque chose, pour être soi-même et toujours un, il faut agir comme on parle, il faut être toujours décidé sur le parti que l'on doit prendre, le prendre hautement et le suivre toujours ». Ce faisant, nous accomplissons notre devoir à l'égard d'autrui qui a aussi besoin de savoir la vérité. Le contrat qui fonde toutes les sociétés humaines suppose implicitement le devoir de vérité et le droit à la vérité. Et tout citoyen qui ne se conforme pas à ce devoir risque de dissoudre la société puisqu'il sacrifie tout rapport raisonnable entre les hommes.

1.3. La perte de vitesse de l'idéologie et le retour du populisme

Un parti est un groupement d'individus autour d'un certain nombre de valeurs qu'ils partagent. Il est fondé sur des idéaux, des principes pour ne citer que ceux-là. Le système de partis est une invention de la démocratie occidentale qui a été transmise aux Africains par le biais de la colonisation. Mais, c'est dans les années 90 qu'à la faveur de la contestation et de la chute des partis uniques, son application réelle a débuté. Trente ans après, cette application est au stade de balbutiement tant il est miné par des pratiques qui lui sont contraires. Au nombre de ces pratiques on peut citer le populisme.

La Côte d'Ivoire a connu de plusieurs manières le populisme. Ses leaders politiques profitant de certaines circonstances, ont parfois tenu des discours populistes qui mettent à l'écart les principes et valeurs du système partisan. C'est le cas du général Robert Guei ⁴ qui, n'ayant eu la caution d'aucun parti politique pour sa candidature à l'élection présidentielle d'octobre 2000, s'est auto-proclamé « candidat du peuple ». Comment cette expression est-elle née ? De fait, il semble que le général Guei a tenté de se faire choisir candidat du PDCI-RDA. C'est face au refus des militants de ce parti de l'accepter et de le présenter comme leur candidat qu'il s'est résigné et a préféré s'auto-proclamer candidat du peuple. Or en Côte d'Ivoire, les candidats ne voulant pas se présenter à une élection sous la bannière d'un parti politique, ou ceux qui n'ont pas eu la caution d'un parti

⁴ Ancien chef de la junte au pouvoir de 2000 à 2002

politique se font généralement appeler « candidat indépendant ». C'est donc à dessein que le général putschiste a choisi l'expression « candidat du peuple ». Il comptait s'y appuyer pour marquer la différence entre le candidat du « vrai peuple » dépositaire du pouvoir souverain et les candidats imposteurs des partis politiques qui se sucent sur le dos du peuple après avoir confisqué son pouvoir. Cette imposture des partis politiques est la raison principale qui a provoqué le coup d'État dans le but de « balayer la maison » selon l'expression des putschistes dirigés par le général candidat.

« Balayer la maison » dans ce contexte, c'est l'assainir, la débarrasser des hommes politiques et des citoyens ordinaires dont la probité morale laisse à désirer. On est loin de la suppression des partis politiques, mais le retour à un ordre politique normal et assaini que prônait la junte au pouvoir était vu par beaucoup d'Ivoiriens comme étant le début du salut terrestre. D'ailleurs, la junte au pouvoir a été baptisée « Comité National du Salut Public ». Ce bonheur promis aux Ivoiriens a appâté de « grands militants » dont Paul Yao Akoto, Bala Keita du PDCI-RDA

Les pouvoirs FPI et RDR dans une moindre mesure, n'ont pas échappé au discours populiste. L'ex président ivoirien Laurent Gbagbo s'est aussi auto-proclamé « enfant du peuple ». Dans un style à la fois humoristique, ironique et allusif, il accusait de façon à peine voilée, les Opposants Alassane Ouattara et Henri Konan Bédié de méconnaître les réalités du peuple que lui, au contraire, vit quotidiennement. Ces accusations, à la vérité, faisaient allusion, pour le premier, à sa « nationalité douteuse » et à son « ivoirité » qu'on lui contestait. Quant au second, sa longue carrière politique et les biens pécuniaires qu'il s'est procuré l'assimilent à un politicien bourgeois. Ces différentes critiques, aux relents exclusionnistes et xénophobes font du leader du FPI le seul vrai « enfant du peuple » et représentant des pauvres, comme il aimait se présenter lors des nombreuses visites des populations acquises à sa cause au palais présidentiel.

En définitive, la diabolisation et le messianisme constituent les fondements du populisme ivoirien. Chaque leader politique, en diabolisant les autres se présente lui-même comme le messie, seul capable d'opérer les changements politiques susceptibles d'engendrer la stabilité politique et le bien-être du peuple.

2. Conviction et idéologie comme fondement du multipartisme

2.1. Parti politique, militantisme et idéologie

Le terme idéologie est un concept qui est au centre de polémiques et de critiques interminables. Son emploi courant fait révéler son aspect négatif⁵. Mais

⁵ Lorsque Marx, en 1845, s'intéressait au concept « idéologie », dont il a effectué du même coup l'internationalisation, c'était dans le cadre de sa lutte contre ceux des hégéliens berlinois de gauche qui, sous la bannière dérisoire de ce qu'il appela par dérision leur « critique critique », ramenaient la lutte politique à un combat d'idées, sans du tout tenir compte du fait que l'avenir de la société se joue en dernière instance sur un autre terrain que celui des idées, donc ailleurs que dans la tête des gens, comme voudraient le faire croire ou

pour les besoins de notre étude, nous esquissons la définition politique suivante : Une idéologie politique est un ensemble d'idées, de représentations, de croyances propres à un ensemble social donné. On la conçoit de manière simpliste comme une certaine conception du monde. Si les conceptions du monde peuvent varier d'un individu à un autre, il en résulte que les individus qui se regroupent pour former un parti politique sont ceux qui ont les conceptions du monde les plus proches.

Sur cette base on peut dire qu'un parti politique est

[...] une association organisée qui rassemble des citoyens unis par une philosophie ou une idéologie commune, dont elle recherche la réalisation, avec comme objectif la conquête et l'exercice du pouvoir. C'est donc une organisation au service d'une idée. » [...] « Les partis ont aussi une fonction de direction : ils ont pour objectif la conquête et l'exercice du pouvoir afin de mettre en œuvre la politique annoncée. Ils légitiment et stabilisent le régime démocratique, en le faisant fonctionner. (Documentation française 2007).

Cependant, il est fréquent de rencontrer des personnes qui se considèrent comme militant d'un parti politique mais qui ont une vague connaissance (ou qui ignorent) de l'idéologie et des éléments identitaires de ce parti. Cette réalité est non seulement un frein à la cohésion interne des partis mais aussi un obstacle à l'objectif de mobilisation des masses autour des positions de ces partis dans la société. La fondation de tout parti politique et donc sa force et l'efficacité de son appareil se construisent à partir de la clarté et de la diffusion de son idéologie, de sa vision, de ses principes et valeurs auprès de ses membres, de ses sympathisant/es et de la population en général. En termes plus simples, les partis politiques doivent régulièrement procéder à la formation politique de leurs militants pour maintenir la flamme militante et l'unité du parti.

En fait, le militantisme n'est pas un fait du hasard. C'est pourquoi, il est possible de le niveler. Ainsi, on peut partir du niveau le plus bas qui est l'électeur pour arriver au militant en passant par le sympathisant et l'adhérent. Cette évolution ascendante est possible en utilisant plusieurs moyens : la communication, la propagande et la formation. En effet, à sa création, un parti politique a pour premiers militants ses fondateurs. Son renforcement viendra alors de ses techniques d'implantation et de sa politique de recrutement. C'est pourquoi la propagande et la communication sont importantes pour susciter l'adhésion et la fidélisation des citoyens. C'est depuis la Grèce antique que les sophistes ont inventé la rhétorique ou l'art oratoire de convaincre. On la distingue parfois de la philosophie à laquelle elle est pourtant liée d'une manière ou d'une autre. De sa relation avec la philosophie Paul Ricœur (1975, p.15) dit ceci : « la rhétorique devient son vieil

le croient eux-mêmes faussement ces idéalistes à tout crin que, une fois démasqués, se révèlent finalement être les idéologues.

ennemi et son plus vieil allié ». À la différence de la philosophie qui est en quête de vérités absolues, la rhétorique est un ensemble de procédés permettant de convaincre une personne pour accepter des idées. C'est aussi une technique de persuasion par laquelle l'orateur parvient à faire admettre à l'interlocuteur la fausseté de ses idées et accepter les siennes. Cette technique peut être mêlée à l'éloquence qui en revanche est naturelle. Ceux qui la pratiquaient étaient les sophistes qui, dit-on, se promenaient pour donner des enseignements contre un salaire. Le caractère séduisant de leurs enseignements permet d'augmenter le nombre de leurs sympathisants et agrandir le cercle de leur influence. Cette pratique a sans doute inspiré les inventeurs de la communication politique propagandiste.

Dans nos démocraties pluralistes actuelles où l'idéologie tient une place centrale, la fidélisation des militants ne peut être possible sans la propagande qui permet d'influencer les convictions et les opinions d'autrui. Elle est dans son acception la plus simple l'acte de propager et de faire connaître ses idées. Elle renvoie à un ensemble de desseins idéologiques et techniques dont le but est de favoriser une stratégie de conquête de pouvoir, d'emprise sur le public, de cohésion des partisans et de maîtrise des adversaires jusqu'à les réduire au silence et à l'impuissance. Son utilité réside dans sa capacité à fidéliser les militants en même temps qu'elle persuade d'autres citoyens à adhérer et à militer dans un parti. Portant sur les foules, elle permet de diffuser l'idéologie et les doctrines d'un parti dans le but d'y attirer d'éventuels militants. C'est dans cette optique que sont créés pour les partis politiques ivoiriens des structures comme les organes de presse, l'école du parti⁶, etc. Cependant la base idéologique des partis politiques et les techniques de propagande sont de plus en plus remises en cause. La propagande et l'idéologie sont qualifiées de pratiques négatives et désuètes qu'il faut remodeler et adapter aux contextes et réalités actuels.

Certains pensent parfois à une désidéologisation ou une fin des idéologies politiques. Mais alors comment pourrait-on faire fonctionner les partis politiques ? Il est certes vrai que les partis politiques sont créés sur la base d'une idéologie mais comme tout phénomène, l'immobilisme est destructeur parce qu'il rime avec la monotonie. Dans ces conditions les partis politiques envisagent ce qu'on peut appeler la « rénovation idéologique ». Elle est essentiellement une politique d'adaptation aux réalités socio-politiques sans cesse mouvantes. Pour le dire autrement, les partis politiques ont aujourd'hui le devoir d'être pragmatique. Ils ne peuvent plus être fidèles à leur tradition intellectuelle mais plutôt s'adapter aux évolutions de la société. C'est à cette condition que la politique des partis peut permettre à l'idéologie de garder son sens positif. Dans son article intitulé « Idéologies ». Usages ordinaires et usages savants, Nestor Capdevila (2008, p.51)

⁶ L'école du parti est une institution de formation des intellectuels du parti aux valeurs et principes du parti qu'ils se chargeront de répercuter sur la base.

écrit : « C'est pourquoi elle ne peut avoir de sens positif que si elle est le lieu de cette adaptation, autrement dit si elle a suffisamment de ressources pour prendre en compte intellectuellement la réalité et apporter des réponses concrètes »

2.2. Militantisme, conviction et fidélité

Comment expliquer l'adhésion et la fidélité à un parti politique ? Mieux comment un militant peut-il résister au nomadisme politique ? Ce sont ces interrogations que nous tenterons d'élucider dans cette partie. Il faut d'abord souligner que la sympathie qu'un citoyen a pour un parti politique et qui peut l'amener à y adhérer peut provenir de deux faits. Il se peut que les idées et les intérêts d'un homme coïncident avec les intérêts et les idéaux d'un parti politique d'une part et d'autre part que la propagande du parti arrive à le séduire. Dans les deux cas, le citoyen adhère à un parti politique pour voir se réaliser son idéal de vie. C'est un choix rationnel fondé sur ses convictions. Bien qu'elle ne soit pas objective, la certitude qui pousse au choix d'un parti politique est loin d'être irréfléchie.

La fidélité couramment utilisée pour qualifier les rapports entre un homme et une femme peut être transférée sur le champ politique pour mesurer la loyauté d'un militant à son parti politique. Elle présentée par certains comme une vertu d'essence divine. Selon cette conception la foi exprime la fidélité au créateur. Celui qui s'en écarte est condamnable pour son acte de trahison. Il est écrit dans le Saint Coran (Sourate 16, verset 4) que « nous avons préparé pour les infidèles des chaînes, des carcans et une fournaise ardente ». Cet énoncé coranique révèle l'importance de la fidélité dans l'existence humaine. Cette essence divine fait d'elle une vertu qui rend possible les autres vertus. Elle revêt plusieurs caractéristiques. Elle se présente d'abord sous la forme d'un test de dignité et de durée. C'est « la vertu du temps continu » selon Jankélévitch (1968, p.411). Elle implique donc la constance, l'endurance et la persévérance. De même que celui qui veut aller loin ménage sa monture, de même celui qui veut être fidèle doit se préparer à résister au temps et se préparer pour le meilleur et le pire. Son engagement met sa mémoire à rude épreuve afin qu'il n'oublie pas la parole donnée car « la fidélité est vertu de mémoire » (A. Comte-Sponville, 1995, p.28). En effet, dans un contexte démocratique et partisan, la fidélité n'est plus une relation entre un monarque et ses sujets mais elle s'établit entre un citoyen et son parti. Par conséquent son fondement n'est plus l'obéissance encore moins la soumission mais la liberté et la dignité. Dans le contexte de la monarchie, le consentement à la fidélité peut être rompu si la monarchie se transforme en tyrannie. En ce moment on ne peut plus parler d'infidélité mais de révolte. En revanche dans le contexte partisan, puisque la fidélité est établie entre un individu et un groupe, la rupture du contrat est difficile voire impossible parce que c'est au groupe qu'on se soumet. Ici, c'est la loi de la majorité qui prévaut. Cela ne veut pas dire que le devoir de fidélité a un sens unique. Il est réciproque. Cela veut dire qu'autant le militant doit fidélité à son

parti autant le parti à son tour lui doit fidélité pour respecter le contrat d'adhésion. Si un parti s'écarte de ses idéaux fondateurs il donne l'occasion aux militants de rompre le contrat de fidélité. Peut-on être fidèle sans être loyal ?

À cette interrogation il est impossible de ne pas répondre affirmativement. En effet, la loyauté, c'est être fidèle à ses valeurs, à ses proches et à son parti. Ces deux valeurs permettent d'éviter le nomadisme. Elles permettent de trouver un lien entre politique et morale. Différente de la légalité, la loyauté joue sur le terrain des relations personnelles. Elle ne vaut que pour la morale. En ce sens, être déloyal n'est pas un délit encore moins un crime mais un acte déshonorant qui entache la dignité et la sincérité de son auteur. Comme l'écrit Christophe Perrin (2016, p.18),

Si la fidélité est un principe de persévérance, de permanence, donc d'identité, de l'identité se trouve aussi dans la sincérité : l'identité du dit et du pensé, du fait et de l'annoncé, de l'être et du paraître, du sentiment intime et de la conduite extériorisée – et pour cause, la sincérité, étymologiquement, est pureté, absence de mélange puisque *mel sine cura*, « miel sans cire ».

À ce registre moral s'ajoute un autre : l'option bipartite. Le bipartisme est un frein au nomadisme politique. En fait, il apparaît que moins il y a de partis, mieux le système démocratique fonctionne. En réalité, une bonne démocratie multipartite doit s'appuyer sur deux partis politiques comme c'est le cas aux États-Unis. Cela peut réduire l'expression des sensibilités diverses, mais c'est un moindre mal. Car selon Rousseau, quand les vues deviennent de plus en plus différentes dans l'État, cela montre que celui-ci tend vers sa ruine. Dans un État bien constitué, les positions et les intérêts sont convergents. Bien plus, l'option bipartite a l'avantage de permettre la formation de majorités fortes et nettes permettant d'exercer le pouvoir sans coalition. Les deux partis étant face à face, il est plus aisé de partager les responsabilités et faciliter la critique. Les partisans d'une liberté totale seraient amenés à penser que le bipartisme entrave la liberté d'expression, d'association et de mouvement. Il n'est pas une potion magique pour la démocratie mais, l'exemple des États-Unis et de la Grande-Bretagne où deux grands partis dominant le jeu politique, nous montre que ce système n'a rien d'un système dictatorial. Au contraire, la multiplication excessive des partis pourrait favoriser le nomadisme parce chaque militant peut vouloir changer de parti politique au gré de ses intérêts.

Aussi, faut-il noter que ce n'est point la multiplication des partis qui enrichit les idées et fait évoluer la société. Les leçons que les différents partis tireront de leurs défaites respectives les amèneront nécessairement à un renouvellement des idées. Car une défaite nécessite toujours un *mea culpa* du parti vaincu qui devra se remettre au travail et opérer les changements nécessaires à une reconquête du pouvoir, au lieu de chercher des alliances et recruter des militants nomades en vue de grossir son effectif et se maintenir au pouvoir.

L'important, dit Popper, c'est que dans un tel système la formation vaincue prend sa défaite au sérieux. Elle peut alors s'orienter vers une réforme de ses objectifs, ce qui est une réforme idéologique. Qu'un parti soit battu deux fois ou même trois fois de suite, et il se lancera frénétiquement à la recherche d'idées neuves, ce qui est une saine évolution. Et c'est ce qui arrive généralement, même si le vaincu n'a finalement eu qu'une perte en voix (K. Popper, 1988, p.91)

En revanche, dans un système pluripartite intégral, la défaite n'entraîne pas toujours un changement, et ce, dans la mesure où le parti vaincu peut user de moyens détournés pour se maintenir au pouvoir. En effet, par le système des alliances et du clientélisme sous forme de recrutement de militants, une minorité peut se transformer en majorité contrairement aux vœux des électeurs, tandis que le système bipartite exige toujours le recours à l'arbitrage du peuple qui s'exprime par la voie des élections.

Conclusion

Il ressort de notre analyse le constat suivant : le militantisme politique en Côte d'Ivoire a une base fautive. Cette fausseté s'explique par deux raisons majeures : la mauvaise foi et l'ignorance des principes régissant le fonctionnement et les objectifs des partis politiques. En effet les militants nomades sont de mauvaise foi parce qu'ils se laissent guider par leurs intérêts personnels qui les amènent à papillonner de parti en parti sans remord. D'autres militants, par contre, sans être de mauvaise foi ignorent les principes et valeurs de l'institution démocratique qu'on nomme parti politique. Ils se laissent bernés par les adeptes du militantisme ethnique et les populistes en de militants et d'électeurs potentiels. Ils font promener les militants de parti en parti en surfant sur la fibre ethnique et en utilisant l'appât pécuniaire. Pour remédier à ces pratiques qui dévient le fonctionnement de la démocratie et dénaturent le multipartisme, il faut renforcer l'éducation politique autour des valeurs et de l'idéologie du parti sans toutefois être prisonnier de l'idéologie.

Références bibliographiques

- CAPDEVILA Nestor, 2008, « idéologie ». Usages ordinaires et usages savants », « Actuel Marx », Paris, Presses Universitaires de France, n° 43 | pages 50 à 61
- CHRETIEN, Jean-Pierre et PRUNIER Gérard, 2003, *Les ethnies ont une histoire*. Paris : Khartala.
- COMTE-SPONVILLE André, 1995, *Petit traité des grandes vertus*, Paris, PUF, coll. « Perspectives critiques »
- HOUNGNIKPO Mathurin C., 2004, *L'illusion démocratique en Afrique*, Paris, L'Harmattan
- JANKELEVITCH Vladimir, 1968, *Traité des vertus. 2. Les Vertus et l'Amour*, Paris/Montréal, Bordas, coll. « Études supérieures ».

MACHIAVEL Nicolas, 1980, *Le prince*, traduction française de Yves Levy, Paris, G. F.

RICOEUR Paul, 1975, *La métaphore vive*, Paris, Seuil

ROUSSEAU Jean-Jacques, 1966, *Émile ou de l'éducation*, Paris, G.-F.

Articles

PERRIN Christophe, 2016, « La fidélité, un devoir à revoir », in *Revue d'éthique et de théologie morale*, n°289, pp.11 à 30

POPPER Karl, 1988, « clés pour une vraie démocratie », *Jeune Afrique*, n° 141-142, 17 au 24 Août

Webographie

Documentation française 2007 : parti politique, 100 expressions clé de vie publique, Découverte des institutions, www.vie-publique.fr.

Carole Poirier, Blaise Lambert Kyelem, 2012, « nomadisme et transhumance post-électoral et discipline du parti dans l'espace francophone », in *Rapport définitif*, Bruxelles, <https://apf.francophonie.org>. Nomadisme-ou-transhum.